

Questions orales

M. MacGuigan: Ce matin, le député de Parkdale-High Park (M. Flis) a eu la courtoisie de me consulter au sujet d'une résolution concernant la situation en Pologne, que je suis disposé à accepter.

Des voix: C'est une honte!

M. MacGuigan: Si le chef de l'opposition acceptait cette proposition, nous nous ferions un plaisir de l'adopter.

Mme le Président: A l'ordre je vous prie. Je suis au regret de devoir interrompre le débat car il est 11 h 15. Les questions orales.

● (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET**LES CONSULTATIONS PRÉALABLES AU BUDGET**

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Maintenant qu'il a eu l'occasion de s'entretenir avec ses collaborateurs au sujet du rôle qu'a joué M. Neil Brooks dans les consultations préalables au budget, le ministre nous expliquera-t-il pourquoi ses hauts fonctionnaires se sont fiés exclusivement à des conseils venant de l'extérieur, en fait à ceux d'un homme reconnu pour ses conceptions défavorables à l'entreprise privée, au lieu de ceux du groupe de fiscalites auquel le ministère s'adressait autrefois?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, comme je l'ai signalé à la Chambre l'autre jour, j'ignorais que Neil Brooks avait agi comme conseiller auprès de mon ministère. Je ne vois pas d'objection à ce qu'on fasse appel à ses services, mais j'ajouterais que d'autres experts ont aussi été consultés. Le député a prétendu qu'il avait été le seul conseiller. Le fait est qu'on a fait appel à un certain nombre de personnes de diverses institutions dont le professeur Neil Brooks entre autres pour venir aider le ministère à l'occasion.

LES NOMS DE CEUX QUI ONT CONSEILLÉ LE MINISTÈRE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, le ministre serait-il disposé à en mettre la liste à la disposition de la Chambre afin que nous puissions juger de la qualité et du genre de conseils qu'a reçus le ministère au cours de la préparation du budget?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Oui, madame le Président; je ne vois aucun inconvénient à fournir la liste de toutes les personnes que le ministère a consultées avant la présentation du budget. Il y a, par exemple, M. George R. Lucas, un expert-conseil privé. Je me demande si le député d'Etobicoke-Centre trouvera que celui-ci a un parfum politique acceptable ou s'il va faire passer un test idéologique aux Canadiens qui servent ainsi leur

gouvernement. Le député voudra peut-être faire cela dès maintenant en ce qui concerne M. Lucas ou encore M. Mike White, de la société Moore, qui a fournis des conseils et de l'aide. Que pense-t-il de Peter Wood, de la société Clarkson, Gordon? Va-t-il lui faire passer le même test à lui aussi? Je trouve l'attitude du député tout simplement indéfendable.

LES RÈGLES CONCERNANT LES PETITES ENTREPRISES

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, le budget a eu des conséquences particulièrement néfastes pour la petite entreprise. Le ministre à changé les règles relatives à la déduction d'intérêts, à l'obligation pour les petites entreprises, aux régimes de participation différée aux bénéfices, aux paiements de dividendes de la petite entreprise, à la déduction pour amortissement et aux gains de capital. La liste est sans fin. Le ministre nous dirait-il aujourd'hui pourquoi lui et son camarade, Neil Brooks, ont décidé de s'en prendre si directement à la petite entreprise dans ce budget?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, en général nous avons amélioré les bénéfices dont jouit la petite entreprise, même s'il y a eu des changements. Par exemple, la petite entreprise recevra 50 millions de dollars de plus au cours du prochain exercice financier. Je le répète, je serai heureux de réfuter chacune des objections qu'on a formulées contre l'ensemble des mesures qui touchent la petite entreprise.

Je dois dire que c'est plutôt intéressant d'entendre le député parler de «camarade», compte tenu de la motion que son chef a présentée il y a quelques instants pour essayer d'établir le respect mutuel dans le monde.

Des voix: Bravo!

L'INCIDENCE SUR LE BÂTIMENT

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'opinion générale, dans le secteur de la petite entreprise, c'est que le ministre lui demande beaucoup et lui donne peu. Le ministre des Finances est le rabat-joie qui gâte le Noël des milliers de Canadiens menacés de perdre leur emploi à cause de ses mesures budgétaires. Les constructeurs canadiens disent que les changements apportés aux dispositions relatives à la déduction pour amortissement ont semé la panique dans l'industrie du bâtiment. Des mises à pied généralisées sont devenues inévitables, surtout dans l'ouest du Canada. Pourquoi le ministre attaque-t-il ce secteur formé de petites entreprises, familiales pour la plupart, qui emploient des milliers de personnes? Comment pourra-t-il percevoir ses impôts si l'industrie s'écroule?

● (1120)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans sa question, le député part d'un principe que je n'accepte pas.